Note de synthèse *- novembre 2026*

Proposition pour thématique de l'Euro-Mediterranean Water Forum 2026

Convergence politiques Eau & Océan

Mobilisation des acteurs de l'eau pour la protection de l'écosystème méditerranéen

Préambule

L'IME travaille depuis 2 ans au montage de projets liant les activités de gestion de l'eau et l'océanographie/l'écologie marine. Dans ce sens, et en suite de l'UNOC 2025, l'IME propose de lancer une démarche pour structurer une telle approche.

Laurent Pacoud – novembre 2026

L’écologie de la mer Méditerranée en question

L’écosystème Méditerranéen est soumis à de fortes pressions liées à

i) l’accroissement de la population en son pourtour, en train de passer de 500 à 600 millions de personnes ;

ii) le réchauffement climatique qui induit notamment de graves anomalies de températures à la surface de l’eau (anomalie jusqu’à 5° en 2025) et ;

iii) des quantités toujours plus importantes de rejets de polluants, notamment les plastiques, dont on estime à 230 000 tonnes annuels la quantité rejetée à la mer.

Au final, la biodiversité est lourdement affectée. Entre 1993 et 2016, l’Indice Planète Vivante a estimé une disparition en abondance de plus de 50% des espèces marines et 20% des espèces de vertébrés dans l’écosystème. Les hotspot d’eutrophisation sur les côtes et des cas de bloom d’algues nuisibles sont de plus en plus fréquents.

Aussi, des récentes recherches ont montré que de nombreux polluants ont intégré le cycle de l’eau par la circulation atmosphérique (micro et nano plastiques, POPs et CECs dont de nombreux pesticides), cela dans des proportions alarmantes.

Ces éléments impliquent que l’écosystèmes méditerranéen est un seul écosystème intégré, avec un seul cycle de l’eau régional. Il est donc proposé de travailler sur la base du concept « One Regional Water Cycle ».

Les acteurs de l’eau et la protection de l’écosystème marin

L’écosystème méditerranéen est affecté par de nombreux impacts humains. La contribution des acteurs de l’eau aux efforts de mitigation de ces impacts est immense. Toutefois, la dépollution territoriale est, pour

partie, synonyme de transfert à l'espace marin (paradoxalement le dépollueur des terres devient pollueur des mers). Il convient donc de valoriser cette contribution et de préciser les gaps à combler.

Les acteurs de l'eau interagissent avec l'espace marin au travers de quatre flux : le ruissèlement, les eaux usées, les eaux pluviales urbaines et le dessalement. Notre démarche met donc de côté les activités liées à l'exploitation des ressources halieutiques, le trafic marin ou encore l'introduction d'espèces invasives. Elle se concentre sur les acteurs qui influent sur l'eau douce.

Depuis les années 80 les 21 pays du pourtour méditerranéen ont construit 11 à 12000 stations d'épurations. L'adoption de traitements tertiaires se généralise, d'autant plus fréquemment que les pratiques de REUSE se déploient également. Les flux d'eaux usées sont donc largement contrôlés. Toutefois, des manques importants demeurent. Si les pays européens traitent quasiment l'entièreté de leurs eaux usées, ce n'est pas le cas pour les pays rive Sud et Est. A l'absence d'usine s'ajoute de nombreux cas de défauts de fonctionnement des stations.

Si le manque de traitement est encore criant, de récentes recherches font état d'une inquiétude grandissante sur la diminution des apports en nutriment dans l'espace marin méditerranéen (oligotrophisation). Dans un contexte de diminution des apports en eau douce, estimée à plus de 20% en 60 ans, ces recherches questionnent l'abattement des nutriments dans les systèmes de traitement, ainsi que la gestion des barrages.

Aussi, si d'importants efforts sont entrepris sur la diminution des charges polluantes rejetées à la mer par les canaux d'eaux pluviales (construction de réservoirs de pic de crue pour limiter les by-pass, ou encore les systèmes de captation des déchets type filet de collecte), de nombreux systèmes de gestion des

inondations sont en fait de gigantesques machines à transiter les polluants de la ville à la mer.
Les effluents industriels jouent aussi un rôle important dans la pollution chimique marine. De nombreux clusters industriels, ports ou zones militaires sont équipées de stations dédiées, mais beaucoup d'entre eux ne collectent pas ou peu et ne traitent pas ou peu leurs effluents. La réglementation et les moyens de contrôles en la matière sont très disparates sur le pourtour de la mer méditerranée.
Le dessalement se déploie rapidement et à grande échelle sur les littoraux méditerranéens avec d'importants rejets, que ce soit de saumures ou de produits chimiques biocides.
Les acteurs de l'eau s'organisent en de nombreux endroits pour la gestion des littoraux au travers de politiques et gouvernances dédiés (politiques ICZM – exemple du contrat de baie à Marseille) mais beaucoup reste à faire pour diffuser ces modèles de gestion durable.
Les ONG et centres de recherche sont également mobilisé sur ces questions et ont un rôle significatif à jouer pour améliorer la situation.
Les recherches et travaux scientifiques sur l'écologie méditerranéenne mettent constamment en évidence le manque de donnée. Les acteurs de l'eau ont également un rôle important à jouer pour alimenter les bases de données, notamment en liant mieux les activités d'hydrologie et d'océanographie.

Un appel à la mobilisation de acteurs de l'eau pour la protection de l'écosystème méditerranéen

L'IME lance un appel à la mobilisation de acteurs de l'eau pour la protection de l'écosystème méditerranéen, avec la formule :
#WaterManagersAreOceanGuardian.

Cet appel s’inscrit dans la droite ligne de la Convention de Barcelone et son protocole LBS (Land Based Source). Il rebondit sur l’élan porté par les Nations Unies au travers de la décennie pour les sciences océaniques au service du développement durable, ainsi que l’UNOC 2025. Il vise à construire des ponts entre l’ODD 6.6 (protéger et restaurer les écosystèmes liés à l’eau) et l’ODD 14.1 (prévenir et réduire sensiblement la pollution marine).
Cette approche a été présentée avec succès au Kick Off Meeting de l’Euro-Mediterranean Water Forum 2026, à Barcelone le 7 novembre 2025.
La démarche vise une mobilisation politique, scientifique et technique. L’intention première est de bâtir un socle partenarial dont la nature sera précisée au travers d’une étude de cadrage. Cette étude pavera la voie pour la formulation de nouveaux projets de coopération en vue de mobiliser des financements, notamment auprès des guichets UE et bailleurs internationaux.